

pourtant il accuse un déficit commercial net au titre du pétrole de plus de 200 millions de dollars par année. La nécessité d'une nouvelle politique pétrolière saute aux yeux c'est-à-dire une politique qui tiendrait suffisamment compte de l'évolution qui s'est produite ces dernières années et des changements qui surviendront vraisemblablement plus tard.

Lorsque quelqu'un parle du pétrole aujourd'hui et de la politique pétrolière établie par notre parti quand nous étions au pouvoir, il devrait comprendre que la politique instituée alors est maintenant aussi morte que Marley. L'unique raison pour laquelle il se fait des échanges commerciaux entre les deux pays à l'heure actuelle c'est parce que le gouvernement est irresponsable. Les États-Unis dictent sa conduite au Canada et s'il n'y a pas de consultations suffisantes c'est que le gouvernement actuel est incapable d'assumer ses responsabilités.

Et quelles sont les conséquences de tout cela? Parlons un peu des céréales. Ce n'est pas uniquement l'Ouest qui est touché par les difficultés que connaît l'industrie céréalière. Quand je parlais à Dresden, en Ontario, 800 employés venaient d'être mis à pied à l'usine de l'International Harvester. Je sais ce que certains députés pensent à ce sujet, mais quelqu'un doit défendre la cause de l'Ouest. On entend dire que tout a bien marché durant bien des années. Le fait est qu'il ne s'agit pas ici uniquement de l'Ouest du Canada, mais de l'économie canadienne tout entière. Il en va de même pour l'industrie pétrolière. L'Ouest ne produit qu'à 40 ou 50 p. 100 de son rendement, compte tenu des règles et des règlements relatifs à la conservation. Si les 200 millions présentement affectés aux importations étaient dépensés au Canada pour le pétrole brut du Canada, l'économie canadienne, par l'intermédiaire des industries secondaires et tertiaires, s'enrichirait de quelque 700 millions de dollars par année. Notre déficit commercial actuel provient de ce que nous achetons pour 200 millions de dollars de pétrole brut à l'étranger.

Les principaux établissements bancaires du pays ont calculé à 3.3 environ l'effet multiplicateur de l'argent produit dans le secteur des ressources nationales de notre économie. Sur chaque baril de pétrole brut importé, le Canada y perd non seulement à cause des bénéfices de production, qui restent à l'étranger, mais parce que chaque baril de pétrole brut canadien rapporte au-dessus d'un dollar en taxes et autres paiements aux gouvernements canadiens. Dans la mesure où le Canada importe du pétrole brut, il perd donc ce revenu. La substitution de pétrole canadien à ces importations produirait des bénéfices que les citoyens toucheraient directement. Autre-

ment dit, quel effet aurait le remplacement de ces importations sur l'économie nationale? Quel en serait le résultat sur les impôts à percevoir des Canadiens? Je signale en passant que l'Alberta est la seule province qui n'a pas de taxe de vente.

Si on veut que l'Ouest manifeste une certaine déférence envers un parti national siégeant en cette enceinte, il faut immédiatement lui offrir une politique nationale du pétrole. Je le répète, nous avons déjà perdu nos marchés de blé et nous sommes maintenant sur le point de perdre nos débouchés pour le pétrole. Tous les journaux canadiens le signalent. Nous avons besoin d'une nouvelle politique continentale en matière de pétrole. Une politique de ce genre ne peut pas être mise au point de jour au lendemain. A cause des pressions complexes exercées dans les deux pays, il est indispensable de procéder graduellement. Nous devons régler la question de concert avec les États-Unis. Je ne suis pas d'accord sur ce point avec le député qui a parlé au nom du Nouveau parti démocratique. Il est impossible d'élaborer dans l'isolement une nouvelle politique pétrolière; on ne peut préconiser une politique isolationniste dans le domaine de l'économique pas plus que dans celui des affaires extérieures. On ne réussira à trouver des débouchés et à établir une politique équitable pour tous les intéressés qu'en collaborant avec les pays producteurs, consommateurs et exportateurs. Je reviendrai là-dessus plus tard lorsque je parlerai de la mise en valeur du Nord.

Pour survivre dans l'Ouest aujourd'hui, tout parti national doit offrir une nouvelle politique à l'égard de l'industrie du pétrole. Je le déclare immédiatement, le gouvernement libéral n'a aucune chance de réussir. Je le dis tout en ressentant quelque tristesse. Jamais le parti libéral n'a été aussi profondément haï qu'aujourd'hui dans l'Ouest, et s'il l'est, c'est à cause non seulement de son attitude à l'égard du blé, mais encore de sa négligence à l'endroit de l'industrie du pétrole. Certains députés jugent bon de rire, mais qu'ils se rendent dans l'Ouest et voient de leurs propres yeux. Il y a un vide, et à moins que nous ne produisions maintenant une politique dynamique à l'égard des grains et du pétrole, je le répète, des partis dissidents vont surgir dans l'Ouest, comme c'est arrivé dans le passé. Je me suis toujours prononcé contre de tels partis, car je croyais que c'était uniquement sous l'égide d'un grand parti national englobant tous les aspects de la vie nationale que les provinces ou les régions pouvaient se développer, car nous appartenons tous à une grande nation.

Néanmoins, je prédis qu'à moins d'agir dans le sens que j'ai indiqué, c'est une des conséquences que nous aurons à envisager. Je